



AMIENS MÉTROPOLÉ
Office de tourisme et des congrès
Pôle développement
Hôtel de ville
BP 2720
80027 AMIENS Cedex 1

Lettre de consultation

Marché de fournitures courantes et de services

REALISATION D'UNE VIDEO D'ATTRACTIVITE

Date limite de dépôt des offres : le 21/05/2025 à 12h

1 – Objet de la consultation

Au sein des Hauts-de-France, Amiens Métropole et le Grand Amiénois sont un « Espace de Rayonnement touristique au service de l'attractivité régionale ». A ce titre, et en accord avec la stratégie régionale, Amiens Métropole entend jouer la carte d'un tourisme de mieux-être et de découverte qui se colore de spécificités locales autour de la nature, du patrimoine et de la mémoire, et d'une thématique différenciante autour des univers de Jules Verne.

Pour accompagner le développement touristique de son territoire, Amiens Métropole souhaite se doter d'une vidéo permettant de retranscrire ses atouts, sa diversité et sa singularité.

2- Contenu de la demande

La vidéo d'attractivité devra :

- Etre scénarisée : Amiens métropole dispose déjà d'une vidéo de marque de territoire. Il ne s'agit pas de reproduire l'exercice. Ici, la demande est de raconter une histoire, et d'incarner le territoire à travers des personnages que nous pourrions retrouver au fil des saisons.
- Correspondre aux différentes cibles : la vidéo doit s'adresser à nos différentes cibles (famille, couple sans enfant, couple seniors, groupe d'amis trentenaires). Elle doit également pouvoir être coupée et adaptée si besoin en fonction de ces publics et des différents moyens de diffusion.
- Générer un sentiment d'appropriation chez les habitants du territoire : que ce soit à travers les personnes que l'on retrouve dans la vidéo ou encore la musique par exemple, la vidéo doit permettre à nos habitants de s'identifier et d'avoir un sentiment de fierté.

Les livrables attendus dans le cadre de la prestation sont les suivants :

- Réalisation d'une vidéo d'environ 3 minutes, livrée en différents format vidéo (adaptée aux différents réseaux sociaux mais aussi diffusable sur grand écran).

Le montant estimatif maximum fixé par la collectivité pour l'ensemble de la mission est de 30 000€ HT.

3 - Conditions d'exécution de la prestation

Les prestations sont passées à prix global et forfaitaire, passé avec un seul opérateur économique. La prestation débutera à réception de la notification du marché et devra être finalisée au plus tard le 31 décembre 2026.

4 – Prix

Les prestations seront rémunérées par application du prix global forfaitaire suivant :

Montant HT : Euros
TVA (taux de%) : Euros
Montant TTC : Euros
Soit en toutes lettres :
.....

Le prix devra comprendre la cession des droits d'exploitation et de représentation.

5 – Contenu de l'offre

Votre proposition comprendra :

- L'annexe 1 « Déclaration du candidat », complétée, datée et signée,
- L'annexe 2 « Déclaration sur l'honneur », complétée, datée et signée,
- Un RIB conforme aux normes SEPA,
- Le présent document valant règlement de consultation, cahier des clauses particulières et cahier des charges à accepter sans aucune modification, daté et signé,
- une note méthodologique comprenant :
 - les moyens techniques et humains dont dispose le candidat pour répondre à la demande (présentation et organisation de l'équipe dédiée, équipe permanente et réseau sur lequel le candidat peut s'appuyer);
 - une note présentant une note d'intention qui expliquera la vision qu'a le prestataire du projet, incluant sa compréhension de la demande, des propositions de lieux de tournage, les profils d'acteurs à envisager, l'ambiance musicale générale, l'angle envisagé;
 - un book retraçant ses précédentes productions;
- Une décomposition du prix global et forfaitaire faisant apparaître la cession des droits d'exploitation et de représentation et le découpage des saisons.

6 - Conditions d'envoi et de remise des offres

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la première page de la présente lettre de consultation.

Les plis électroniques qui seraient remis après la date et l'heure limites indiquées ainsi que remis sous un autre mode de transmission que celui imposé, ne seront pas retenus.

Transmission électronique :

La transmission des plis par voie électronique est obligatoire. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Les plis doivent être adressés par voie électronique à l'adresse suivante : <http://amiens.fr/marchespublics>.

Par contre, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont les suivantes :

Fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Il devra être remis contre récépissé ou envoyé par pli recommandé avec avis de réception, à l'adresse suivante :

AMIENS METROPOLE
Office de tourisme et des congrès
23, Place Notre-Dame
BP 2720 - 80027 AMIENS CEDEX 1

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Le nommage des fichiers ne devra comprendre aucun accent. Il en va de même pour les signes de ponctuation. Les espaces sont à remplacer par des Under scores (tiret du 8 :_).

Les documents sont à fournir séparément et non scannés les uns à la suite des autres (1 document = 1 scan).

7 - Critères de jugement des offres

Les offres seront appréciées en fonction des critères suivants, la note totale /100 se décomposant ainsi :

<i>Critères</i>	<i>Nombre de points</i>
1- Prix des prestations :	30
2- Valeur technique : notée sur la base de la note méthodologique et décomposée comme suit : - Qualité des propositions éditoriales de vidéos faites /50 (compréhension de la demande, pertinence des propositions de lieux de tournage, choix des acteurs, ambiance musicale proposée et travail autour de la musique, pertinence des angles envisagés...) sur 50 points - Moyens techniques et humains mis à disposition /20	70

Méthode de notation pour le prix sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire du devis :

La note N est donnée par la formule : $N = 30 \times (P_{\text{mini}}/P)$

P_{mini} = offre qui a le montant le plus faible et P = montant de l'offre étudiée

Méthode de notation du critère de la Valeur technique et des sous critères :

<u>Sous CRITERES SUR</u>	<u>20 points</u>	<u>50 points</u>
<u>TRES SATISFAISANT</u>	<u>20</u>	<u>50</u>
<u>SATISFAISANT</u>	<u>15</u>	<u>32.5</u>
<u>MOYENNEMENT SATISFAISANT</u>	<u>10</u>	<u>25</u>
<u>PEU SATISFAISANT</u>	<u>5</u>	<u>12.5</u>
<u>ABSENCE D'INFORMATION</u>	<u>0</u>	<u>0</u>

8 – Modalités administratives et financières

8.1 – Modalités de paiement

Le paiement des prestations s'effectuera en 4 fois, à chaque tournage de saison.

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Aucune prestation ne peut être réalisée sans un bon de commande préalable émanant d'Amiens Métropole. Faute de ce bon de commande, le titulaire est tenu de refuser l'exécution des prestations. Dans le cas où malgré l'absence de bon de commande la prestation serait néanmoins exécutée par le titulaire, la prestation ne sera pas payée et ce sans aucune possibilité de recours pour le titulaire.

8.2 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 (cent) euros par jour de retard calendaire en cas de non-respect du planning définitif défini entre les parties lors de la réunion préparatoire du début de la mission.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

8.3 - Factures

Le prestataire doit déposer sa facture en version dématérialisée sur CHORUS Portail (CPP2017) à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>. Cette procédure assure le suivi de la facture et de son règlement.

La facture comportera notamment :

- **les références à rappeler**, indiquées dans la zone « Bon de commande » : **Siret de la collectivité / Code service / Numéro d'engagement**,
- le numéro SIRET du titulaire,
- le RIB du titulaire,
- la raison sociale ou les nom et prénom ainsi que l'adresse du titulaire,
- le numéro d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers du titulaire, en cas d'affiliation,
- la date de livraison des biens ou d'exécution des services,
- le cas échéant, le millésime et le numéro de marché, le décompte détaillé des révisions des prix,
- le décompte des sommes dues : nature des fournitures ou services, quantités et prix HT,

- le taux et le montant de la TVA, le montant TTC,
- toute autre information fiscale obligatoire (numéro d'identification, par exemple).

Les références du bon de commande permettront le suivi de la facture et son règlement dans les meilleurs délais par le service auteur de la commande.

Elles faciliteront par ailleurs la réponse aux appels et questions s'y rapportant.

En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou du service réalisé si celui-ci est ultérieur.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Cachet, date et signature du candidat :

ANNEXE 1

DECLARATION DU CANDIDAT

Identification de l'acheteur

Communauté d'Agglomération Amiens Métropole.

Identification du co-contractant

☐ Le signataire (Candidat individuel),

M

Agissant en qualité de

☐ m'engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte ;

Nom commercial et dénomination sociale

Adresse

Courriel ¹

Numéro de téléphone

Numéro de SIRET

Code APE

Numéro de TVA intracommunautaire

☐ engage la société sur la base de son offre ;

Nom commercial et dénomination sociale

Adresse

Courriel ²

Numéro de téléphone

Numéro de SIRET

Code APE

Numéro de TVA intracommunautaire

Date, signature et cachet de l'entreprise

ANNEXE 2

Objet de la consultation : Réalisation d'une vidéo d'attractivité pour l'office de tourisme et des congrès d'Amiens Métropole

DECLARATION SUR L'HONNEUR

IDENTIFICATION DU CANDIDAT

Je soussigné (nom et qualité de la personne habilitée à engager la société)	
agissant pour le compte de la société	
adresse	
N° de SIREN	

DECLARE SUR L'HONNEUR

-n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévu aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (*)

Fait à _____ ,
Le _____

Signature et cachet de la société

Documents à joindre de manière impérative :

- les documents relatifs aux pouvoirs de la personne engageant la société, y compris si nécessaire ceux retraçant les délégations en chaîne (extrait Kbis, procès-verbal de conseil d'administration...) ;
- le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire ou de procédure équivalente régie par un droit étranger.

(*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à 2341-3 du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.